

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 24/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RBS DRUSENHEIM (RAVAGO)

BP 20
67410 Drusenheim

Références : 0006700570/MM/AG
Code AIOT : 0006700570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement RBS DRUSENHEIM (RAVAGO), implanté 8 ROUTE DE HERRLISHEIM 67410 Drusenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RBS DRUSENHEIM (RAVAGO)
- 8 ROUTE DE HERRLISHEIM 67410 Drusenheim
- Code AIOT : 0006700570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RAVAGO exploite des installations d'extrusion, d'expansion et de refroidissement de plaques de polystyrène. Le site de Drusenheim est une ICPE soumise à autorisation. Il est situé sur une plateforme incluant un site SEVEOS seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Test des barrières de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conclusions de l'inspection révèlent deux non-conformités, conduisant à la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. Une non-conformité est liée à l'absence de tests sur des équipements de sécurité, tandis que l'autre concerne un défaut d'analyses des polluants émis par certains points de rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thèmes : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 02 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>Article 58</p> <p>I.-Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixées, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an, par un organisme ou laboratoire agréé</p> <p>[...]</p>
Constats :

L'exploitant a présenté les résultats des derniers contrôles de ses émissions atmosphériques effectués le 05 décembre 2024, ainsi qu'un récapitulatif des mesures réalisées au cours des cinq dernières années.

Les valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} avril 2019 apparaissent comme étant respectées.

Toutefois, l'inspection relève que les points de prélèvement des échantillons au niveau des émissaire ne sont pas spécifiés dans le rapport de mesures. Il n'est donc pas possible de savoir où ont été réalisés les prélèvements.

De plus, lors de la visite des installations, il a été observé par échantillonnage qu'un émissaire, utilisé pour évacuer les rejets atmosphériques issus d'une aspiration en sortie directe de l'extrudeuse, n'est soumis ni à un traitement des émissions ni à des analyses des polluants émis.

Pourtant, l'arrêté préfectoral mentionné ci-dessus définit clairement des valeurs limites pour certains polluants émis par cette installation. Les mesures effectuées sont donc incomplètes.

L'exploitant doit procéder à des mesures de tous ses points rejets atmosphériques concernés par des polluants réglementés.

Ce point est non conforme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 6 mois

N° 2 : Test des barrières de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thèmes : Risques accidentels, Test des barrières de sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Article 54 - Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;

[...]

Ces actions sont tracées.

B.-L'exploitant définit, et met en œuvre, les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

[...]

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

L'inspection a vérifié que l'exploitant réalisait les tests réglementaires des barrières de sécurité et des mesures de maîtrise des risques (MMR). À cet effet, et par échantillonnage, il a été demandé de consulter le dernier rapport de vérification de la barrière de sécurité nommée B1, relative au scénario accidentel de « fuite d'isobutane au stockage », défini dans le chapitre 7.3.2 de l'étude de dangers de l'exploitant datée du 04 avril 2022.

L'exploitant n'a pas pu fournir ce rapport, indiquant que cette barrière de sécurité, et de manière générale ce type de barrières, était testé uniquement lors de l'installation initiale de l'équipement.

Cette barrière est décrite de la manière suivante dans l'étude de dangers :

« La zone de stockage, incluant la boucle et la ligne d'alimentation en isobutane liquide de l'atelier, est équipée de détecteurs de gaz :

À 25% de la Limite Inférieure d'Explosivité (LIE) : une alarme sonore et visuelle est déclenchée et transmise à l'unité Ravago.

À 50% de la LIE : mise en sécurité de l'installation par arrêt des pompes et fermeture de la vanne de fond de la cuve de stockage.

La défaillance du système de détection et l'intervention avec mise en sécurité automatique de l'installation est estimée à 10^{-2} (INERIS DRA34j). »

Selon l'étude de dangers, cette barrière de sécurité vise à réduire la probabilité d'un événement redouté en amont d'un phénomène dangereux, avec un niveau de confiance de 2, soit une réduction de la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux de deux décades. Ce type d'équipement entre donc bien dans le champs des équipements à vérifier.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est impératif de tester toutes les barrières de sécurité conformément à la prescription sus-citée . Il est également souligné que lorsque la barrière de sécurité comprend une chaîne de sécurité (exemple : détecteur → calculateur → actionneur), l'intégralité des équipements de cette chaîne doivent être testés conjointement et non de manière séparée .

Ce point est non conforme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 6 mois

N° 3 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thèmes : Risques accidentels, Moyens incendie

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Article 68

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure, ou fait effectuer, la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple), conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que, le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Constats :

L'inspection a souhaité consulter le dernier rapport de vérification des systèmes d'extinction automatique à eau de type sprinkleurs. L'exploitant a présenté le document daté du 23 août 2024, lequel n'a révélé aucune anomalie.
Ce point n'appelle pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suites